

Correspondance à adresser :

12 rue de la Kaltau - 67150 HINDISHEIM

Téléphone : 03 88 65 43 21

Télécopieur : 03 88 65 43 00

E-Mail : info@sovec-entreprises.fr

Internet : www.sovec-entreprises.fr

Devis : **S23672013**

Version - Indice : -

Objet : **UDS - CARDO - Salles 216-218**

N° d'affaire : 23S67-0216

Correspondant : Valérie HENNING

Ligne directe : 03 88 65 43 21

Adresse mail : vhenning@sovec-entreprises.fr

CARDO

7 rue de l'Ecarlate

67082 STRASBOURG

A l'attention de Monsieur MAHON Gaetan

Hindisheim le, 23 août 2023

Monsieur,

Suite à votre consultation, pour laquelle nous vous remercions, nous avons l'avantage de vous transmettre ci-joint notre proposition de prix concernant l'affaire citée en objet.

Nous espérons que ces conditions seront à votre convenance et vous permettront de nous favoriser de votre commande. Nous vous assurons de lui réserver nos meilleurs soins d'exécution.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement que vous pourriez désirer.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos cordiales salutations.

Assistante Responsable d'Affaires,

Valérie HENNING





Variante	N°	Désignation	Uté	Qté	Prix Unitaire	Prix Total
A		<u>Travaux CARDO</u>				
A.1		UNISTRA - CARDO - Salles 216-218				
		<u>Suivant marché n° 2022SCXBE01200 lot 1 et conformément au Document de Spécification et de Conception du Système (DSCS)</u>				
		<u>Travaux demandés par : M. Gaetan MAHON 18, Rue Goethe 67081 STRASBOURG</u>				
		<u>Objet des travaux demandés</u>				
		<i>Les travaux ont pour objet la recherche et mise en sécurité pour la reconfiguration des salle 216 218. Dépose de l'installation courant fort et faible du mur de séparation et mise en place d'une goulotte double sur le mur de gauche salle 218 équipé de 4 PC 2P+T et dévoiement des liaisons informatique. Mise en attente dans le faux plafond d'une alimentation vidéo projecteur sur le mur de gauche salle 218. Mise a l'arrêt du système intrusion et déplacement des 2 détecteurs à chaque extrémité des salles 216 218. Test repérage de l'ensemble avec modification des schémas. Toute modification ou demande supplémentaire fera l'objet d'un complément de devis. L'ouverture et fermeture des faux plafond est à la charge des Universités.</i>				
A.1.1		Prestations SOVEC - Mandataire	ens	1		
		Comprend : - Recherche et mise en sécurité - Dépose de l'installation - Dévoiement des liens informatiques - Dépose et déplacement de l'intrusion - Test et repérage de l'ensemble				
		1.4.1. Forfait dépose de l'ensemble des l'installations obsolètes (cable, appareillages, luminaires, goulottes, CDC, etc ...)	m²	80	25,90	2 072,00
		1.10.5. Goulotte appareillage à 2 compartiments	ml	10	42,21	422,10
		1.5.1. Boîte dérivation jusqu'à 100X100 avec fixation sur tous supports et toutes sujestions	u	1	37,36	37,36
		1.4.13. Câble U1000 R2V 2x2,5mm² 3G2,5 mm²	ml	40	3,47	138,80
		1.11.3. Prise 2P+T - 10/16A, sortie de câble,	u	6	26,66	159,96
		Sous-total Prestations SOVEC - Mandataire	ens	1		2 830,22
		Sous-total UNISTRA - CARDO - Salles 216-218				2 830,22



<i>Variante</i>	<i>N°</i>	<i>Désignation</i>	<i>Uté</i>	<i>Qté</i>	<i>Prix Unitaire</i>	<i>Prix Total</i>
		Sous-total Travaux CARDO				2 830,22
		Total devis H.T				2 830,22
		TVA 20,00%				566,04
		Total T.T.C.				3 396,26



CONDITIONS PARTICULIERES

Proposition commerciale :

Montant HT de notre proposition commerciale (hors DEEE) : 2 830,22 €

Eco-contribution relative à la directive DEEE concernant la collecte des Déchets d'Equipements Electriques et Electronique applicable suivant le Décret 2005-829 du 20 Juillet 2005 : 0,00 €

Montant total HT y compris DEEE hors variantes : 2 830,22 €

TVA au taux de 20,00 % : 566,04 €

TVA au taux de 10,00 % : 0,00 €

Montant total TTC y compris DEEE 20,00 % : 3 396,26 €

Montant total TTC y compris DEEE 10,00 % : 0,00 €

Nos prix sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre. Toute variation ultérieure de ces taux, imposée par la loi, sera répercutée sur les prix.

Conditions de révision des prix :

Base des prix : Juillet 2023

Index de référence : BT47, révision selon la formule $PV = PV \times (BT47 / BT47o)$

Conditions et modalités de paiement :

Acompte à la commande : à la commande

Conditions de paiement de l'affaire : ,

Les conditions de paiement applicables à compter du 1er janvier 2009 sont celles de la loi "de modernisation de l'Economie " dite LME n° 2008-776 du 4 août 2008

Délais :

Délais d'option : 1 Mois

Délais d'approvisionnement : 3 semaines

Délais d'exécution : 2 Mois

Assistante Responsable d'Affaires,

Valérie HENNING

Bon pour accord client :

Date :

Nom et qualité du signataire + tampon société :

Montant des variantes retenues (à lister) :



CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Article 1 - Application des conditions générales de vente Opposabilité des conditions générales de vente

Les présentes conditions générales de vente (CGV) sont systématiquement adressées ou remises à chaque client pour lui permettre de passer commande. En conséquence, le fait de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve du client à ses CGV, à l'exclusion de tous autres documents tels que prospectus, catalogues émis par l'entreprise et qui n'ont qu'une valeur indicative. Aucune condition particulière ne peut, sauf acceptation formelle et écrite de l'entreprise, prévaloir contre les CGV. Toute condition contraire opposée par le client sera, donc, à défaut d'acceptation expresse, inopposable à l'entreprise, quel que soit le moment où elle aura pu être portée à sa connaissance.

Le fait que l'entreprise ne se prévale pas à un moment donné de l'une quelconque des présentes CGV ne peut être interprété comme valant renonciation à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites conditions.

Article 2 - Modification des conditions générales de vente

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été confirmées par écrit. Les bénéfices de la commande est personnel au client et ne peut être cédé sans l'accord de l'entreprise.

Article 3 - Modification de la commande

Toute modification ou résolution de commande demandée par le client ne peut être prise en considération que si elle est parvenue par écrit avant le commencement de l'exécution de la prestation.

Article 4 - Confidentialité

Les études, plans, dessins et documents remis ou envoyés par l'entreprise demeurent sa propriété ; ils ne peuvent donc être communiqués à des tiers sous quelque motif que ce soit par le client.

Article 5 - Sous-traitance

De convention expresse, il est convenu que l'entreprise aura la faculté sous sa responsabilité de sous-traiter tout ou partie de la prestation, objet du présent contrat, à un tiers, personne physique ou morale de son choix.

Article 6 - Délais

Les dates de travaux ou de prestations sont indiquées aussi exactement que possible ; l'entreprise en est déchargée, notamment :

6-a. Dans le cas où les conditions de paiement n'ont pas été observées par le client

6-b. Dans le cas où le client ne fournirait pas de garantie de paiement

6-c. Dans le cas où elle a été retardée par les autres corps d'état ou par le fait de travaux supplémentaires

6-d. Dans le cas où les locaux aménagés n'ont pas été mis à la disposition de l'entreprise à la date convenue

6-e. Dans le cas de force majeure ou d'événements tels que guerre, retard imputable aux fournisseurs, incendies, intempéries

Les dépassements des dates précitées ne peuvent donner lieu à des dommages et intérêts, à retenue ni à annulation des commandes en cours. Toutefois, si deux mois après la date indicative de travaux ou prestations, les travaux n'ont pas été exécutés ou les prestations n'ont pas été fournies, pour toute autre cause qu'un cas de force majeure ou d'événements tels qu'énumérés au 6-d ci-avant, les engagements passés par les parties sur les travaux ou les prestations pourront, alors, être résolus à la demande de l'une ou l'autre partie ; le client pourra obtenir restitution de son acompte à l'exclusion de toute autre indemnité ou dommage intérêts, la société Sovac Entreprises étant expressément exonérée à ce titre de toute responsabilité.

Article 7 - Exécution des travaux ou commandes

Les obligations de l'entreprise relatives aux provenances, aux qualités et à la mise en œuvre des matériaux sont définies dans les documents particuliers (devis ou plans) joints à la commande et aux documents d'ordre général en vigueur applicables aux marchés privés de travaux.

De plus, à titre de clause pénale et en application des dispositions légales, le client sera de plein droit redevable, 15 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse, d'une pénalité pour retard de paiement, calculée en application à l'intégralité des sommes restant dues, d'un taux d'intérêt légal égal à 1,5 fois le taux d'intérêt légal.

Article 8 - Garantie

8-1 - Etendue

Les prestations sont garanties contre tout défaut de matière ou de montage. Les interventions au titre de la garantie ne sauraient avoir pour effet de prolonger la durée de celle-ci.

Au titre de cette garantie, la seule obligation incombant à l'entreprise sera soit le remplacement gratuit ou la réparation du matériel, soit la reconstitution du montage de la prestation. Pour bénéficier de la garantie, tout matériel ou la prestation de montage doit être, au préalable, soumis à l'entreprise dont l'accord est indispensable pour tout remplacement ou reconstitution, qui, en tout hypothèse, seront écartés sur le mode de dédommagement s'avère impossible ou disproportionné.

8-2 - Exclusions

La garantie ne joue pas pour les vices apparents.

Sont également exclus les défauts et détériorations provoqués par l'usure naturelle ou par un accident extérieur (montage erroné, entretien défectueux, utilisation anormale induisant destruction totale ou partielle, phénomènes naturels tels qu'orages ou des événements de surtension ...) ou encore par une modification ou une utilisation du matériel non prévue ni spécifiée par l'entreprise.

Par ailleurs, il ne peut être accordé une quelconque garantie aux installations existantes, excepté en cas d'expertise préalablement demandée et dont le coût fera l'objet d'une facturation spécifique ainsi que sauf le cas d'anomalie apparente.

Article 9 - Paiement

9-1 - Modalités

Sauf convention contraire, les règlements seront effectués aux conditions suivantes : 30 jours date de facture par chèque bancaire ou postal ou par virement bancaire ou postal ou par traite.

En cas de paiement différé ou à terme, constitue un paiement au sens du présent article non pas la simple remise d'un effet de commerce ou d'un chèque impliquant une obligation de payer, mais leur règlement à l'échéance convenue.

9-2 - Retard ou défaut

En cas de retard de paiement, l'entreprise pourra suspendre toutes les prestations en cours, sans préjudice de toute autre voie d'action.

A défaut de paiement à l'une quelconque des échéances, les autres échéances deviendront immédiatement exigibles, même si elles ont donné lieu à des traites.

9-3 - Indemnité pour frais de recouvrement

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement des créances en retard est fixée à 40€ suivant l'article L441-6 du code de commerce.

Article 10 - Clause résolutoire de plein droit

En cas d'inexécution de ses obligations par le client, le présent contrat sera résolu de plein droit au profit de la société Sovac Entreprises, sans préjudice de dommages et intérêts que cette dernière pourrait être en droit de lui réclamer en réparation de l'intégralité de ses préjudices.

Article 11 - Réserve de propriété

L'entreprise conserve la propriété des biens vendus jusqu'à paiement effectif de l'intégralité du prix en principal et accessoires. Ne constitue pas paiement au sens de cette clause la remise d'un titre créant une obligation de payer (traite ou autre). Le défaut de paiement de l'une quelconque des échéances pourra entraîner la revendication des biens. Ces dispositions ne font pas obstacle au transfert au client, dès la livraison, des risques de perte et de détérioration des biens vendus ainsi que des dommages qu'ils pourraient occasionner.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de litige ou de désaccord, le consommateur adressera une lettre en RAR à l'entreprise qui aura 15 (quinze) jours pour la prise en compte de la demande, passé ce délai le consommateur peut saisir le médiateur pour trouver un accord amiable et gratuit. Le consommateur a la possibilité de recourir à la procédure de Médiation de la Consommation, Articles L611-1 et suivants Code Consommation : BATIRMEDIATION CONSO contact@batirmediation-conso.fr tel : 07 68 46 59 09 par courrier : 834 chemin de Fontanieu 83200 le Revest les Eaux. Et en cas de contestation de quelque nature que ce soit, en référence des lois françaises applicables, l'attribution de juridiction est du ressort du Tribunal Judiciaire ou des instances compétentes.